



Provided by the author(s) and University College Dublin Library in accordance with publisher policies. Please cite the published version when available.

<b>Title</b>	Application et limites des indicateurs bibliométriques : critique de la proposition de classement mondial des départements de science politique de Hix
<b>Authors(s)</b>	Erne, Roland
<b>Publication date</b>	2007
<b>Publication information</b>	European Political Science, 6 (3): 306-314
<b>Publisher</b>	Springer
<b>Item record/more information</b>	<a href="http://hdl.handle.net/10197/12877">http://hdl.handle.net/10197/12877</a>
<b>Publisher's version (DOI)</b>	10.1057/palgrave.eps.2210136

Downloaded 2022-05-17T01:54:08Z

The UCD community has made this article openly available. Please share how this access benefits you. Your story matters! (@ucd\_oa)



© Some rights reserved. For more information, please see the item record link above.

## **Application et limites des indicateurs bibliométriques : critique de la proposition de classement mondial des départements de science politique de Hix**

Roland Erne

Département des relations industrielles et les ressources humaines  
École de commerce, University College Dublin, Belfield, Dublin 4, Irlande  
Adresse électronique : [Roland.Erne@ucd.ie](mailto:Roland.Erne@ucd.ie)

### **Résumé**

Les mesures bibliométriques, telles que fournies par la base de données bibliographiques multidisciplinaire Social Science Citation Index (SSCI) de l'Institute for Scientific Information (ISI), constituent indéniablement un outil de travail des plus utiles pour les bibliothécaires et les chercheurs. Pourtant, bien que des chercheurs en sciences de l'information et des bibliothèques aient démontré le risque d'interprétation erronée généré par l'utilisation de facteurs d'impact des publications dans le cadre de l'évaluation de la performance des départements universitaires, certains auteurs persistent à promouvoir la bibliométrie comme un outil permettant de mesurer la productivité de tels départements, jusqu'à l'échelle européenne. En prenant comme postulat un ambitieux classement mondial des départements de science politique, le présent article constitue une réflexion sur la fiabilité et l'attrait des indicateurs de performance bibliométriques, pour arriver à la conclusion suivante : la promotion d'une culture d'évaluation « panoptique » au sein des universités ne saurait se traduire par une amélioration de l'enseignement supérieur, mais constituerait au contraire une menace pour la conception et le rôle classiques de l'université.

**Mots clés :** indicateurs de performance bibliométriques ; facteur d'impact des publications ; science politique ; instruments de politique publique ; exercice d'évaluation de la recherche ; restructuration de l'enseignement supérieur

## QUANTIFICATION DE LA QUALITÉ : QUE PEUT-ON RÉELLEMENT ATTENDRE DES CLASSEMENTS DES UNIVERSITÉS ?

Si l'on s'appuie sur la définition classique proposée par Wilhelm von Humboldt (Fehér 2001), qui décrit l'université comme un espace d'autoformation caractérisé par une communauté de recherche et d'enseignement et gouverné par des principes de liberté académique, de collégialité et de pluralisme intellectuel et méthodologique, la qualité d'une université ne peut être évaluée à l'aide de classements d'établissements quantitatifs. Tandis qu'il est sans doute fort confortable pour certaines instances de contrôle gouvernementales, de grandes entreprises ou d'administration d'universités, d'établir des mesures de performance simplistes « permettant des mises à jour annuelles mécanisées » (Hix 2004a, p. 293), le véritable enjeu, aussi complexe soit-il, consiste à comprendre les raisons qui poussent certains universitaires à favoriser l'expansion de rituels managérialistes de vérification dans l'enseignement supérieur (Power 1997, Shore et Wright 2000).

Les mesures de performance quantitatives, telles qu'utilisées dans l'industrie en tant qu'outil technocratique d'évaluation de la performance des employés, ne jouent pas en faveur de l'enseignement universitaire dans son ensemble. Comme le soulignent différentes recherches critiques en relations industrielles et en nouvelle gestion publique, ce type de mesure produit des effets pervers, notamment en termes d'évaluation de la performance d'employés hautement qualifiés de la fonction publique (Clark et Newman 1997, p. 80f ; Crouch 2003, p. 9). Contrairement au travail manuel d'employés non qualifiés, le travail réalisé par des professionnels hautement qualifiés présente de nombreux aspects qui ne peuvent être évalués simultanément, en termes de quantité et de qualité (Goldthorpe 2000). Toute tentative de conception d'un système de mesure de performance capable d'appréhender l'ensemble des aspects d'un travail académique aux multiples facettes<sup>1</sup> étant vouée à l'échec, l'introduction de mesures de performance quantitatives ne saurait induire une amélioration de l'enseignement supérieur ; au contraire, de telles mesures pourraient influencer sur la répartition du travail, du temps et de l'attention entre les différentes responsabilités qui incombent aux universitaires. Aussi l'introduction de classements des départements universitaires ne constitue-t-elle aucunement un outil neutre permettant d'améliorer la performance de ces derniers, mais bien un redoutable moyen de pression sur les universités du monde entier, qui n'ont alors d'autre choix que celui de se conformer aux critères définis par les concepteurs de ces systèmes de classement. L'introduction de techniques d'évaluation de contrôle marque un tournant fondamental, incarné par le passage radical d'une gestion selon l'approche de l'engagement, appliquée généralement aux professionnels hautement qualifiés, à une méthode de gestion néo-taylorienne adoptant une approche par le contrôle et traditionnellement appliquée aux travailleurs non qualifiés.

Bien que permettant aux entités évaluées d'adopter différentes stratégies afin de se positionner parmi les « meilleures », tous les classements établis supposent qu'il n'existe qu'une seule et unique façon d'être le ou la meilleur(e). En établissant les mesures de son classement mondial des départements de science politique, Hix (2004a, b) sous-entend qu'il existerait une définition universelle des limites de cette discipline, ainsi qu'une définition commune des activités permettant de distinguer les meilleurs départements académiques. Mais comment peut-on soutenir une thèse si arrogante ? Sommes-nous enrôlés dans un monde universitaire dominé par « un unique métalangage et un seul et même style intellectuel, rayonnant sur l'univers tout entier » (Galtung 1990, p. 111), ou doit-on désormais considérer l'appel de Johan Galtung pour un pluralisme de théories et de méthodologies comme obsolète ? En affirmant qu'un classement mondial des publications de recherche « pourrait être établi en science politique », Hix (2005) laisse entendre qu'il existerait un métalangage universel de cette discipline, grâce auquel nous pourrions mesurer la performance de chaque département consacré à cet enseignement à travers le monde. Et quand bien même tel serait le cas, la question resterait entière : peut-on réellement concevoir des variables de mesure de performance de manière fiable, face à l'affirmation d'Albert Einstein selon laquelle « ce qui compte ne peut pas toujours être compté et ce qui peut être compté ne compte pas toujours » (cité par Mattern 2002, p. 22) ?

#### CLASSEMENT DE HIX : UN INDICATEUR DE « PERFORMANCE » FIABLE ?

Les classements des universités sont souvent basés sur une sélection arbitraire d'un ensemble restreint d'indicateurs de performance, auxquels est accordé, de manière tout aussi arbitraire, un degré d'importance plus ou moins élevé (Turner 2005). Le classement mondial des départements de science politique proposé par Hix ne fait pas exception à cette règle. En effet, ce classement positionne les départements selon une moyenne calculée à partir de quatre sous-classements (R1–R4), s'appuyant étrangement tous sur une seule et unique mesure. Tandis que le premier de ces sous-classements (R1) s'appuie sur le nombre d'articles publiés par un membre d'une institution dans les soixante-trois « principales revues de science politique » sélectionnées (mesure A), les trois autres prennent en compte :

- le produit de la mesure A et du facteur d'impact des publications (R2) de Hix ;
- la mesure A par universitaire (R3) ;
- le produit de la mesure A et du facteur d'impact des publications (R4) de Hix par universitaire (R4) ;

De nombreuses failles ont déjà été dénoncées dans cet exercice de classement et Hix (2005) lui-même reconnaît que son modèle n'est pas parfait. Il est important de rappeler que cet exercice est basé sur une seule mesure fiable (le nombre d'articles publiés), une observation non fiable (la taille de la faculté) et au moins cinq décisions arbitraires, à savoir :

- (1) la conception et la composition du classement général ;
- (2) la sélection des quatre sous-classements ;
- (3) la sélection de l'indicateur clé de performance académique ;
- (4) la sélection des soixante-trois principales revues de science politique ;
- (5) l'utilisation du facteur d'impact des publications spécifique comme indicateur de performance.

Nous étudierons ici ces cinq décisions et leurs implications, afin de porter un regard critique sur cette approche.

#### UN CLASSEMENT COMPOSITE BASÉ SUR UNE MOYENNE ERRONÉE D'ÉCHELLES ORDINALES

En créant un classement unique, figé et quelque peu simpliste d'une institution, Hix s'inscrit dans la lignée de nombreux autres classements universitaires établis à partir d'une moyenne des résultats de différents sous-classements. Pourtant, d'un point de vue mathématique, ce processus n'est pas justifié, dans la mesure où les échelles des quatre sous-classements ne permettent pas de créer de classement composite fiable (Turner 2005). Alors que le département en tête du premier sous-classement (R1), par exemple, précède le deuxième de 61,06 articles, l'écart entre le 32e et le 33e au classement n'est que de 0,17 article (Hix 2004a, p. 304). La méthode de classement composite de Hix n'est donc pas valable, puisqu'elle se base sur la moyenne arithmétique d'échelles ordinales (Benninghaus 1994). La manière dont est élaboré le classement composite est également discutable, dans la mesure où ses quatre sous-classements s'appuient sur des variables non exclusives. En effet, rappelons que la mesure A est prise en compte dans les quatre sous-classements.

#### UNE SÉLECTION DE SOUS-CLASSEMENTS CLAIREMENT EN FAVEUR DES GRANDES INSTITUTIONS

La décision de fonder le classement général et sa composition sur quatre sous-classements revêt une autre dimension arbitraire : aucun indicateur de performance d'exercice d'évaluation comparative ne devrait être basé sur des mesures absolues, mais plutôt sur des

mesures de productivité par quantité de travail humain. Le nombre d'articles publiés par institution n'a aucune valeur comparative s'il n'est pas considéré à la lumière des ressources de l'institution, telles que la taille de la faculté, par exemple. Aussi les sous-classements R1 et R2, basés sur des données absolues sans dénominateur commun, ne fournissent-ils aucune valeur fiable. Ces deux sous-classements, R1 et R2, ne mesurent donc pas la performance des universités, mais constituent plutôt un ersatz d'information sur leur taille et leurs ressources matérielles.

Dès lors, le classement de Hix perd toute objectivité en faveur des plus grands établissements, tels qu'Harvard ou la London School of Economics (LSE), où exerce Hix. Tandis que la LSE figure en deuxième et quatrième position dans les deux sous-classements sans dénominateur commun, elle n'arrive que 31e et 57e dans les deux autres sous-classements qui prennent en considération le nombre de publications et la taille de l'établissement. Par ailleurs, les sous-classements 1 et 2 véhiculent une image déformée de la performance des départements européens de science politique, par rapport à leurs homologues américains. Si l'on considère uniquement les sous-classements qui prennent en compte la taille de la faculté, force est de constater que la productivité des départements européens de science politique est nettement supérieure.

Par conséquent, l'inquiétante affirmation de Gerald Schneider et al. (2006), selon laquelle les départements européens de science politique seraient « improductifs », est difficilement justifiable. Pour preuve, les six premières positions du sous-classement (R3) sont tenues par des départements européens (Hix 2004a, p. 304). Si l'on prend en compte les ressources limitées dont disposent les universités européennes, les départements de science politique européens sont incontestablement plus productifs que ce que laisse sous-entendre leur classement général dans l'indexation de Hix. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que les deux sous-classements (R3 ; R4) qui prennent en compte la taille de la faculté soulèvent également d'importants problèmes. En effet, il n'est pas rare que des universités manipulent certains chiffres en rapport avec la taille de leur faculté, afin d'afficher une productivité par tête supérieure, comme cela semble être le cas en Grande-Bretagne, en raison de l'exercice d'évaluation de la recherche qui y est pratiqué (Bull et Espíndola 2005), ainsi que dans les écoles de commerce à travers le monde, sous la pression des classements établis par le Financial Times et The Economist.

## UNE SÉLECTION ARBITRAIRE DE L'INDICATEUR CLÉ DE PERFORMANCE

La mesure de performance clé choisie par Hix, à savoir le nombre d'articles publiés dans les principales revues, est également critiquable du fait qu'elle ne prenne pas en considération l'ensemble des aspects de l'excellence académique. Comme l'ont souligné Bull et Espíndola (2005), le classement proposé par Hix affiche plusieurs partis pris notamment à l'encontre des chercheurs en science politique auteurs d'ouvrages, de travaux non anglophones et de publications dans des revues de science politique non traditionnelles. En outre, la valeur quantitative des indicateurs ne peut prétendre saisir la qualité des publications universitaires. Au contraire, en favorisant des pratiques de publication discutables, telles que le « saucissonnage » des publications et l'auto-plagiat (Mattern 2002 ; Terrier 2002), ces indicateurs pourraient traduire une réalité inverse en termes de qualité.

Dans sa réponse aux critiques, Hix concède qu'il est « difficile, voire impossible de pallier » la centration sur la langue anglaise qui caractérise cette méthode ; de plus, en encourageant d'autres théoriciens à élaborer un classement basé sur les publications d'ouvrages, il admet également l'unidimensionnalité de son classement (Hix 2005, p. 30). Toutefois, cette réponse est quelque peu fallacieuse, puisque, comme il le dit lui-même, « l'analyse du contenu des ouvrages et le nombre de citations dans une collection particulière ont un coût certain, aucune base de données unique, telle que la base de données SSCI pour les publications de revues, n'existant actuellement pour les publications et les citations d'ouvrages » (Hix 2004a, p. 295). Hix ne parvient pas non plus à apporter une réponse satisfaisante aux critiques concernant les pratiques de saucissonnage et d'auto-plagiat admises dans les deux versions de son exercice de classement, consacrées l'une aux départements européens de science politique et l'autre à l'évaluation des études politiques (Hix 2004a, b).

## UNE SÉLECTION ARBITRAIRE DES SOIXANTE-TROIS « PRINCIPALES REVUES DE SCIENCE POLITIQUE »

La sélection des soixante-trois principales revues de science politique est également des plus arbitraires. Au départ, Hix détermine que les revues de science politique et de relations internationales prises en compte dans les rapports de citations de la base de données SSCI de l'ISI, ne sont pas représentatives des principales revues de science politique (Hix 2004a, p. 296). Cette position n'est pas surprenante, puisqu'elle reprend celle de chercheurs d'autres disciplines (Lewinson 2002). Pourtant, plutôt que de reconnaître qu'il est quasiment impossible d'établir une définition universellement acceptable et fiable du concept de « revues de science politique principales », Hix se lance dans un processus de sélection arbitraire, dont il ressort une liste de soixante-trois revues.

Cette liste exclut environ 40 pourcent des revues de science politique<sup>2</sup> classées en tête du classement de l'ISI, revues qui seraient, selon Hix, « consacrées à d'autres domaines des sciences sociales, tels que le droit, l'économie, la géographie, la sociologie, l'histoire, la psychologie, la politique sociale, la communication, la philosophie ou la gestion » (Hix 2004a, p. 297). En définissant tautologiquement les revues de science politique, « par souci de simplicité », comme des revues « (a) publiées par des chercheurs en science politique et (b) dont le comité de rédaction est constitué majoritairement de chercheurs de ce domaine » (2004a, p. 297), la liste de Hix incarne une vision fort étroite et exclusive de la science politique, qui n'est que le reflet de l'institutionnalisation de cette discipline dans le contexte britannique. Cependant, si l'on définit la discipline, plutôt que son approche, comme une science de l'intégration, ou « Integrationswissenschaft », dont le but, décrit par les fondateurs de la science politique en Allemagne de l'Ouest après 1945, est d'analyser l'aspect politique de l'ensemble des domaines constituant notre société (Buchstein 1992), l'exclusion de la politique sociale, de l'économie politique internationale, de la psychologie politique, etc. du champ de la science politique apparaît comme véritablement outrancière. Alors que cette approche « intégrative » de la science politique est largement répandue parmi les critiques, la sélection de revues défendue par Hix sert en réalité un agenda politique bien spécifique. En outre, la focalisation du classement sur un ensemble restreint de revues de science politique, exclusives en termes de domaine traité, appelle les chercheurs de cette discipline à ne pas s'éloigner des sentiers battus et à se confiner à des projets étroitement définis et facilement évaluables. Ce qui va à l'encontre du principe de travail interdisciplinaire à un moment où, comble d'ironie, les innovations naissent précisément aux frontières mêmes des disciplines (Hollingsworth 2000).

Il est également important de souligner que la liste des soixante-trois principales revues de science politique établie par Hix inclut une publication sans comité de lecture, à savoir *Foreign Affairs*. Bien que l'on puisse aisément défendre le choix de certains universitaires de se comporter en intellectuels publics en faisant paraître leurs travaux dans des périodiques d'actualité à plus fort tirage et pas uniquement dans des revues académiques au lectorat plus que limité (Lynch 2006), il n'en reste pas moins frappant que le seul périodique sans comité de lecture inscrit sur la liste de Hix soit publié par un groupe de réflexion américain solidement établi. De plus, la liste des soixante-trois revues sélectionnées exclut un tiers des revues de science politique de la base de données SSCI ; il s'agit des revues qui ont enregistré moins de 100 citations en 2002 dans l'ensemble des revues répertoriées (Hix 2004a). Ce critère d'exclusion joue clairement en faveur des revues qui publient de nombreux numéros chaque année. Il est également tout aussi surprenant de proposer une définition des principales



revues de science politique selon les citations enregistrées dans un échantillon de revues, composé à 98 pourcent de revues de domaines autres que la science politique. Hix n'explique pas non plus pourquoi l'ISI, qui, selon l'auteur lui-même, ne parvient pas à fournir une liste fiable de revues de science politique, serait plus à même de proposer une liste fiable de toutes les revues pertinentes dans cette discipline. Ce n'est pas seulement la sélection des revues de science politique de l'ISI qui manque d'objectivité, mais bien l'ensemble de la base de données SSCI, et ce, largement à l'avantage des revues britanniques et américaines, ainsi que de certains sous-domaines spécifiques. Toutefois, ce problème ne peut être « pallié » de manière arbitraire, en ajoutant une revue allemande, scandinave et australienne ainsi que six « revues des principaux sous-domaines » à la liste des soixante-trois principales revues de science politique (Hix 2004b, p. 297). Et pourquoi devrait-on ajouter la revue de l'Association allemande de science politique plutôt que celle d'un autre pays plus petit mais tout aussi dynamique dans cette discipline ? Qui définit ce que sont réellement les principaux sous-domaines de la science politique ? L'absence de réflexion sur cette question est d'autant plus flagrante à la lumière du manque de reconnaissance, de la part de Hix lui-même, de l'existence du conflit d'intérêt que sa qualité de rédacteur adjoint d'une des revues ajoutées, à savoir *European Union Politics*, suscite.

#### FACTEUR D'IMPACT DE HIX : UN INDICATEUR FIABLE ?

La revue *European Union Politics* est également avantagée par le facteur d'impact des publications, spécialement créé pour cet exercice de classement, alors que le facteur d'impact standard de l'ISI « défavoriserait les revues récemment établies » (Hix 2004a, p. 299). Bien que le facteur d'impact défini par l'ISI présente un manque flagrant d'impartialité en de nombreux points, l'introduction d'une rectification dans la formule de calcul du facteur d'impact appliquée par Hix ne constitue pas une solution valable. Les mesures du facteur d'impact de l'ISI jouent non seulement en défaveur des nouvelles revues, mais elles défavorisent par ailleurs certains types de revue spécifiques. Per O. Seglen a ainsi démontré que, « selon toute vraisemblance, des facteurs d'impact élevés seront associés aux revues couvrant des domaines de recherche fondamentale étendus et comportant une documentation prolifique mais à courte durée de vie intégrant de nombreuses références par article » (1997, p. 497).

Brian D. Cameron (2005) présente quant à lui les résultats encore plus troublants d'une étude consacrée à l'analyse des pratiques de publication émergentes dans les sciences de la santé. Ce chercheur démontre en effet que la manipulation des facteurs d'impact des publications est une pratique de plus en plus répandue parmi les éditeurs commerciaux et les éditions

universitaires, qui souhaitent ainsi améliorer le classement et les bénéfices de leurs revues. Pour ces éditeurs peu scrupuleux, il s'agit donc d'augmenter le nombre d'articles critiques, d'encourager les débats controversés, de publier des séries d'articles et de recherches dont certaines parties ont déjà été publiées, et d'exiger l'insertion de références spécifiques. Pourtant, une revue prétendant à un facteur d'impact élevé devrait se garder de publier des études de cas et des travaux de recherche préliminaires, vraisemblablement moins enclins à être cités (Cameron 2005).

De plus, comme a pu le constater Seglen en étudiant les taux de citation dans les revues biomédicales, le facteur d'impact global d'une revue n'est que très vaguement lié à chaque article individuel ; en effet, si l'on divise les articles d'une revue en deux moitiés, les plus cités et les moins cités, l'on s'aperçoit que « les articles de la première moitié (les plus cités) sont cités 10 fois plus souvent que les articles les moins cités » (Seglen 1997, p. 497). Tandis qu'il semblerait peu raisonnable de suggérer aux éditeurs et aux critiques d'une revue universitaire d'appliquer différents standards de qualité en fonction des différents articles publiés dans leur revue, les résultats des travaux de Seglen remettent fondamentalement en question la définition selon laquelle les facteurs d'impact seraient des mesures fiables pour l'évaluation des publications universitaires. Des taux de citation élevés ne sont pas des indicateurs de pertinence de l'orientation de recherche d'un article ou d'une revue, mais permettent plutôt de jauger la capacité des publications à susciter des réactions au sein de la communauté des chercheurs. Il est donc primordial, lorsque l'on utilise des mesures bibliométriques, de toujours avoir conscience de leur caractère trompeur, digne du joueur de pipeau de Hamelin (Kostoff 1998).

## CONCLUSION

Comme nous venons de le démontrer, le classement mondial des départements de science politique proposé par Hix est basé sur différents choix arbitraires. Cependant, il serait faux de croire qu'une simple modification des mesures de performance utilisées suffirait à résoudre le problème. Bien sûr, tout exercice d'évaluation est profondément ancré dans les définitions et les suppositions politiques sur lesquelles il repose. Et il est clairement établi que l'introduction de nouveaux instruments de politique publique orientés comptabilité ne constitue pas une pratique technique neutre ni apolitique (Power 2003, p. 392). Les instruments de politique basés sur des mesures représentent également « une forme condensée de connaissance sur le contrôle social et les moyens de l'exercer » (Lascoumes et Le Gales 2007). Néanmoins, les classements universitaires sont particulièrement sensibles aux choix arbitraires, alors qu'aucune mesure de performance quantitative ne permettra jamais

d'évaluer l'ensemble des aspects de travaux académiques aux multiples facettes. D'où les effets pervers de tels classements, quel que soit l'objectif visé. Ces classements partent du principe qu'il n'existe qu'une seule définition à l'excellence. Mais leur logique unitariste inhérente s'accorde mal avec les principes de liberté académique et de pluralisme méthodologique et intellectuel. L'élaboration d'un classement de performance des départements universitaires quantitatif et objectif relèvera donc toujours de l'impossible. De plus, tout exercice de classement est voué à créer des gagnants et des perdants, et plus les résultats obtenus auront d'impact sur l'attribution des fonds de recherche, des ressources des départements et des salaires des universitaires, plus il sera difficile d'atteindre un consensus sur la méthode d'évaluation de la performance des départements de science politique.

Pour cette raison précise, l'on ne peut s'étonner que les dirigeants d'instances administratives, d'entreprises et d'universités qui plaident en faveur de classements académiques quantitatifs, sont ceux-là même qui occupent la ligne de front d'une autre bataille qui secoue actuellement le monde universitaire à travers l'Europe. Prenons par exemple l'Université d'Oxford, la Eidgenössische Technische Hochschule à Zurich et University College Dublin : trois universités dont les présidents et vice-présidents ont proposé, avec plus ou moins de succès, une profonde restructuration des structures organisationnelles de leurs établissements, dans le but de remplacer les mécanismes décisionnels collégiaux par des mécanismes autoritaires. De toute évidence, la promotion de méthodes d'évaluation quantitatives de la performance dans l'enseignement supérieur peut difficilement s'accorder avec la définition traditionnelle du collège en tant qu'espace de communication et de respect mutuel entre collègues. Tandis que la destruction créative de la collégialité au sein des académies bénéficiera à certains universitaires, tels que les présidents des nouvelles universités d'entreprise et leurs associés<sup>3</sup>, il n'y a que très peu de chances que ce processus améliore la qualité de l'enseignement supérieur.

La manière particulière dont les institutions sont contraintes de se justifier est des plus révélatrices des valeurs politiques et socio-économiques dominantes (Power 1997). Cela semble également se vérifier au niveau des classements mondiaux d'universités. Et l'adoption croissante, dans le milieu universitaire, de ce type de mécanismes rivalisant avec les mécanismes de marché, n'est pas une coïncidence, mais plutôt le reflet d'une marchandisation grandissante de l'enseignement supérieur aux quatre coins du monde (Lynch 2006). Selon le Groupe international d'experts des classements de l'UNESCO, les classements mondiaux d'universités servent avant tout à favoriser le choix des consommateurs et à stimuler la concurrence entre les différentes institutions d'enseignement supérieur (IREG 2006). Alors que les classements visent clairement à établir une nouvelle norme d'évaluation de

l'excellence académique, la promotion du classement mondial des universités proposé par Hix ne doit pas être analysée comme un simple transfert de technologie, mais comme un véritable outil politique, susceptible d'entraîner de lourdes conséquences tant sur la vie des universités que sur celle des universitaires.

## REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier John Baker, Colin Crouch, Stefan Klein, Oscar Molina, Sabina Stan et Tobias Theiler pour leurs précieux commentaires sur la version préliminaire de cet article. L'auteur assume l'entière responsabilité des propos qui y sont tenus.

## Notes

<sup>1</sup> Ainsi, selon l'article 12 de l'Irish Universities Act, 1997, les universités ont pour vocation : (a) de servir le savoir par l'enseignement et par des travaux de recherche experte et scientifique ; (b) de promouvoir l'apprentissage au sein du corps étudiant et de la société en général ; (c) de favoriser la vie culturelle et sociale de la société, tout en encourageant et en respectant la diversité des traditions de l'université ; (d) d'encourager la pensée critique indépendante de ses étudiants ; (e) de promouvoir les langues officielles de l'État, en attachant une attention particulière à la préservation, à la promotion et à l'utilisation de la langue irlandaise, ainsi qu'à la préservation et à la promotion des différentes cultures de l'Irlande ; (f) d'aider et de contribuer à la réalisation du développement économique et social national ; (g) d'éduquer, de former et de recycler un personnel dirigeant, technique et professionnel plus qualifié ; (h) de promouvoir l'excellence en termes d'enseignement et de recherche ; (i) de diffuser les résultats de ses recherches au sein de l'ensemble de la communauté ; (j) de faciliter l'apprentissage tout au long de la vie en dispensant un enseignement destiné aux adultes, notamment par la formation continue ; et (k) de favoriser l'égalité des sexes en termes de représentation et d'opportunité, parmi les étudiants et les employés de l'université (*Irish Statute Book* 2007).

<sup>2</sup> Les revues suivantes, toutes classées parmi les vingt premières revues de « science politique » selon l'analyse du facteur d'impact de l'ISI réalisée en 2003, ne figurent d'ailleurs pas dans la liste des principales revues de science politique établie par Hix : *Political Geography* (classée deuxième), *Annual Review of Political Science* (cinquième), *Public Opinion Quarterly* (septième), *Political Physiology* (onzième), *New Left Review* (douzième), *Survival* (treizième), *Review of International Political Economy* (dix-septième) et *Policy and Politics* (dix-neuvième).

<sup>3</sup> Inutile de préciser que les 320 000 € de salaire annuel demandés par les présidents de sept universités irlandaises (UCD, Trinity College, DCU, Cork, Maynooth, Galway et Limerick), représentant une augmentation de 55 pourcent, soit quelque 135 000 €, portent atteinte à la morale du personnel universitaire et aux objectifs égalitaires de l'enseignement supérieur

irlandais cités précédemment. Hugh Brady, président de l'UCD, a d'ailleurs justifié une telle prétention de salaire en suggérant que son rôle aujourd'hui « s'apparent[ait] plus à celui d'un PDG dont la mission est de développer et de diriger stratégiquement les affaires de son entreprise, tout en plaçant celle-ci dans une position favorable à sa croissance » (Gleeson 2007). Bien que les conseils d'administration des universités irlandaises aient toujours été constitués majoritairement de membres non enseignants non élus, rappelons l'échec cuisant, en décembre 2006, de la tentative de marchandisage de l'Université d'Oxford, avec le rejet, par une large majorité des universitaires, d'un ensemble de propositions de gouvernance controversées, lors d'un référendum interne, et ce, en dépit des fortes pressions exercées par des agents commerciales et gouvernementales (Mac Namara 2006).

## Références

- Benninghaus, H., *Einführung in die sozialwissenschaftliche Datenanalyse*, Munich : R Oldenbourg Verlag, 1994.
- Buchstein, H., *Politikwissenschaft und Demokratie. Wissenschaftskonzeption und Demokratietheorie sozialdemokratischer Nachkriegspolitologen in Berlin*, Baden-Baden : Nomos, 1992.
- Bull, M. et Espíndola, R., « European universities in a global ranking of political science departments : a comment on Hix », *European Political Science*, 2005, vol. 4, n°1, p. 27–29.
- Cameron, B. D., « Trends in the usage of ISI bibliometric data : uses, abuses and implications », *Libraries and the Academy*, 2005, vol. 5, n°1, p. 105–125.
- Clark, J. et Newman, J., *The Managerial State*, Londres : Sage, 1997.
- Crouch, C., *Commercialisation or Citizenship. Education Policy and the Futures of Public Services*, Londres : Fabian Society, 2003.
- Fehér, I., « The Humboldtian idea of an university », *Neohelicon*, 2001, vol. 28, n°2, p. 33–37.
- Galtung, J., « Theory Formation is Social Research : A Plea for Pluralism », in E. Øyen (dir.), *Comparative Methodology : Theory and Practice in International Social Research*, Londres : Sage, 1990, p. 96–112.
- Gleeson, C., « Because we'er worth it ! », *College Tribune*, 2007, vol. 20, n°6, p. 1 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.ucd.ie/tribune>> (consulté le 8 mars 2007).
- Goldthorpe, J. H., « Social Class and the Differentiation of Employment Contracts », in J. H. Goldthorpe (dir.), *On Sociology : Numbers, Narratives and the Integration of Research and Theory*, Oxford : Oxford University Press, 2000, p. 206–229.
- Hix, S., « A global ranking of political science departments », *Political Studies Review*, 2004a, vol. 2, n°3, p. 293–313.
- Hix, S., « European universities in a global ranking of political science departments », *European Political Science*, 2004b, vol. 3, n°2, p. 5–24.
- Hix, S., « European universities in a global ranking of political science departments : a reply to Bull and Espíndola », *European Political Science*, 2005, vol. 4, n°1, p. 30–32.
- Hollingsworth, J. R., « Doing institutional analysis : implications for the study of innovations », *Review of International Political Economy*, 2000, vol. 7, n°4, p. 595–644.
- Groupe international d'experts des classements IREG, « Berlin principles on ranking of Higher Education Institutions », 2006 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.cepes.ro/hed/meetings/berlin06/Berlin%20Principles.pdf>> (consulté le 8 mars 2007).
- Irish Statute Book*, 2007, Universities Act, 1997 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.irishstatutebook.ie/ZZA24Y1997.html>> (consulté le 8 mars 2007).

- Kostoff, R. N., « The use and misuse of citation analysis in research evaluation », *Scientometrics*, 1998, vol. 43, n°1, p. 27–43.
- Lascoumes, P. et Le Gales, P., « Introduction : understanding public policy through its instruments – from the nature of instruments to the sociology of public policy instrumentation », *Governance*, 2007, vol. 20, n°1, p. 1–21.
- Lewinson, G., « Researchers' and users' perceptions of the relative standing of biomedical papers in different journals », *Scientometrics*, 2002, vol. 53, n°2, p. 229–240.
- Lynch, K., « Neo-liberalism and marketisation : the implications for higher education », *European Educational Research Journal*, 2006, vol. 5, n°1, p. 1–17.
- Mac Namara, W., « Dons reject proposals for reforms of Oxford », *Financial Times*, 20 décembre 2006, p. 4.
- Mattern, F., « Zur Evaluation der Informatik mittels bibliometrischer Analyse », *Informatik Spektrum*, 2002, vol. 25, n°1, p. 22–32.
- Power, M., *The Audit Society. Rituals of Verification*, Oxford : Oxford University Press, 1997.
- Power, M., « Auditing and the production of legitimacy », *Accounting, Organisations and Society*, 2003, n°28, p. 379–394.
- Schneider, G., Steunenberg, B., Holzinger, K. et Gleditsch, P., « Why is European political science so unproductive and what should be done about this ? », 2006 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.uni-konstanz.de/FuF/Verwiss/GSchneider/downloads/papers/EPS.pdf> (consulté le 8 mars 2007).
- Seglen, P. O., « Why the impact factor of journals should not be used for evaluation research », *British Medical Journal*, 1997, n°314, p. 497.
- Shore, C. et Wright, S., « Coercive Accountability. The Rise of Audit Culture in Higher Education », in M. Strathern (dir.), *Audit Cultures. Anthropological Studies in Accountability, Ethics and the Academy*, Londres : Routledge, 2000, p. 59–89.
- Terrier, J., « Le processus d'autonomisation des universités suisses. Principes et problèmes », *Carnets de bords en sciences humaines*, 2002, vol. 2, n°4, p. 13–21 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.carnets-de-bord.ch> (consulté le 8 mars 2007).
- Turner, D., « Benchmarking in universities : league tables revisited », *Oxford Review of Education*, 2005, vol. 31, n°3, p. 353–371.

#### À propos de l'auteur

Titulaire d'un doctorat de l'Institut Universitaire Européen (EUI) de Florence, diplômé en sciences politiques de la Freie Universität (FU) de Berlin et de Sciences Po à Paris, Roland Erne est maître de conférence en relations professionnelles internationales et comparatives à l'université UCD (University College Dublin). Il consacre ses interventions et ses recherches à l'intégration européenne, à la démocratie transnationale, au syndicalisme et à la mondialisation du travail et de l'emploi. Parmi ses publications à venir figure notamment l'ouvrage *European Unions: Labor's quest for a Transnational Democracy*, aux éditions Cornell University Press (Ithaca, États-Unis).